



**Burundi-Banque Mondiale: Vers un partenariat stratégique pour
une croissance durable**

Dans cette Edition:

page



Burundi-Banque Mondiale: Vers un partenariat stratégique pour une croissance durable

1

Le Chef de l'Etat appelle à faire de l'Agriculture un moteur du développement

2

Réunion d'orientation entre le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de Sécurité Publique et les nouvelles autorités Provinciales et Communales

3

Visite officielle de l'Administrateur représentant le Burundi au conseil d'Administration de la Banque Mondiale

4

Ouverture des crédits budgétaires pour l'exercice 2025-2026

4

Le dépôt des fiches d'évaluation des fonctionnaires est à un taux satisfaisant

5

Une concertation semestrielle entre le Ministère de la justice et ses partenaires

6

Plus de 53000 élèves passent l'examen d'Etat au Burundi

7

Les agriculteurs sont appelés à procéder au semis pour la saison culturale C et à irriguer leurs champs

8

Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, a reçu en audience le mardi 8 juillet 2025 au Palais de Gitega, Dr Zarau Wendeline Kibwe, nouvel Administrateur du Burundi au Conseil d'Administration du Groupe de la Banque Mondiale.

Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération entre le Burundi et la Banque Mondiale, et sur les moyens pour le Burundi de tirer pleinement parti des opportunités offertes par

cette institution dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.

« Nous saluons la qualité de la collaboration actuelle entre le Burundi et la Banque Mondiale », a tenu à préciser le Numéro un burundais tout en souhaitant la bienvenue au nouveau représentant et en lui adressant ses vœux de succès dans sa mission. Il a, par ailleurs exprimé le souhait de voir cette coopération s'intensifier au béné-

fic du développement durable du pays.

Le Dr Zarau Wendeline Kibwe de nationalité Tanzanienne qui représente 22 pays d'Afrique de l'Est et du Sud au sein du Conseil d'Administration de la Banque Mondiale, a réaffirmé sa volonté de soutenir activement les priorités du Burundi, en particulier dans les secteurs porteurs.

Cet entretien a mis en lumière des domaines stratégiques tels que l'employabilité des jeunes, la construction du chemin de fer reliant le Burundi à la Tanzanie, ainsi que la valorisation des ressources naturelles dont regorge le Burundi. Ces projets clés, selon les deux parties, permettront de dynamiser l'économie nationale et d'accélérer la marche vers un Burundi émergent pays émergent en 2040 et développé en 2060. **(Présidence)**

Le Chef de l'Etat appelle à faire de l'Agriculture un moteur du développement



Le lundi 07 juillet 2025, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye accompagné de la Première Dame S.E. Angeline Ndayishimiye a procédé à la récolte de pommes de terre sur la colline Mpehe, à Bugarama, Muramvya. Sur cette parcelle de 2,31 hectares, 4,5 tonnes de semences de pommes de terre ont été plantées, et une récolte de plus de 50 tonnes est attendue, selon les estimations du Président.

Le Chef de l'Etat s'est félicité de l'évolution positive des mentalités au sein de la population burundaise. Il a salué le fait que de plus en plus de fonctionnaires et de personnes instruites s'impliquent désormais activement dans les activités agricoles, brisant ainsi les anciens stéréotypes selon lesquels le travail de la terre était réservé aux moins instruits. Il a également appelé les agents de l'Etat à organiser efficacement leur emploi du temps, afin de consacrer leurs heures libres à des activités génératrices de revenus, capables de créer de l'emploi pour d'autres.

Pour le Président de la République du Burundi, l'agriculture reste la clé pour transformer le Burundi. Il a dé-

claré avec conviction: « Si tous les Burundais s'engageaient sérieusement dans l'agriculture, d'ici 2030, le pays serait déjà émergent ».

Le Chef de l'Etat a insisté sur la valorisation des ressources naturelles, notamment la terre, en plaidant pour que les terrains domaniaux non exploités soient confiés à des coopératives agricoles, afin de générer des excédents exportables.

Le Président a tenu à encourager les agriculteurs, surtout ceux qui débutent, à ne pas baisser les bras face aux difficultés initiales. Il a partagé ses propres débuts difficiles dans l'agro-pastoralisme, marqués par des échecs, mais surmontés grâce à la persévérance et au soutien de son entourage.

Saluant les efforts des agriculteurs qui se sont tournés vers l'irrigation en saison sèche, le Président Ndayishimiye a souligné l'importance de ne pas gaspiller l'eau, mais de l'utiliser pour la culture, en vue d'assurer une sécurité alimentaire permanente.

Le Chef de l'Etat a souligné l'impact des techniques agricoles améliorées, notant que dans son propre champ, le rendement des pommes de terre est passé de 18 à 25 tonnes par hectare, grâce à l'usage de bonnes pratiques. Au moment de la récolte de pommes de terre, le Chef de l'Etat et son épouse ont visité un champ de blé voisin de 2,51 hectares, planté avec 420 kg de semences. Là encore, les perspectives de récolte sont jugées très bonnes.

À travers cette activité agricole, le Président Ndayishimiye a voulu adresser un message clair et inspirant à l'ensemble de la population : l'agriculture est la pierre angulaire du développement national. Il a appelé chaque ci-

toyen à redoubler d'efforts pour faire de la terre une richesse partagée et durable, afin de conduire le

Burundi vers sa vision pays émergent en 2040 et développé en 2060. (RTNB)

Réunion d'orientation entre le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de Sécurité Publique et les nouvelles autorités Provinciales et Communales



Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, Monsieur Martin Niteretse, a tenu le lundi 7 juillet 2025, une réunion d'orientation à l'intention des nouveaux Gouverneurs des Provinces, des Administrateurs Communaux, des Secrétaires exécutifs des Communes, ainsi que des Administrateurs communaux des anciennes communes.

Selon le Ministre, cette réunion visait à échanger sur les meilleures stratégies d'organisation de l'administration conformément à la nouvelle structure de gouvernance définie dans la loi numéro 1/05 du 16 mars 2023, relative à l'organisation administrative des provinces et des communes au Burundi. Il a profité de cette occasion pour féliciter les nouveaux Gouverneurs et Secrétaires exécutifs des communes récemment nommés. Il les a appelés à incarner une nouvelle image de l'autorité publique, en se conformant strictement aux lois et règlements en vigueur.

Il a également exprimé sa reconnaissance envers les Gouverneurs sortants, le Maire de la ville de Bujumbura ainsi que les Administrateurs.

Le Ministre a mis en exergue l'importance de l'article 33 de la loi numéro 1/05 du 17 mars 2025, modifiant la loi numéro 1/09 du 13 novembre 2020 relatif à



l'organisation administrative du pays qui stipule que: « le Gouverneur est le représentant de l'autorité administrative dans la province. Il en assure la direction et coordonne toutes les activités de l'Etat exécutées dans cette province. » A ce sujet, il a invité les nouvelles autorités à faire preuve de vigilance, à garantir la sécurité, à favoriser le développement local, à renforcer les services de santé publique, entre autres domaines cruciaux pour le bien être de la population, dans le cadre de la vision du Burundi pays émergent 2040 et développé en 2060.

Enfin, le Ministre n'a pas manqué de rappeler l'existence d'une nouvelle série de textes réglementaires adoptés par l'Etat visant à renforcer et à moderniser l'organisation administrative du pays. Il a cité la loi numéro 1/05 du 16 mars 2023 qui concerne la détermination et la délimitation des provinces, des communes, des zones, des collines et des quartiers.

La loi organique portant réorganisation de l'administration communale et la loi numéro 1/05 du 17 mars 2025 portant modification de la loi numéro 1/09 du 13 novembre 2020 portant organisation générale de l'administration publique. (ABP)

Visite officielle de l'Administrateur représentant le Burundi au conseil d'Administration de la Banque Mondiale



œuvre.

L'Administrateur représentant le Burundi au conseil d'Administration de la Banque mondiale (BM), Dr Zarau Wendeline Kibwe, a effectué depuis le lundi 7 juillet 2025, une visite de deux jours au Burundi. Cette visite visait à rencontrer les Ministres sectoriels ainsi que d'autres parties prenantes clés, afin de mieux cerner les défis et les opportunités de développement du pays.

Selon le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye, l'invité est venu pour s'informer de l'état d'avancement des projets financés par la Banque Mondiale. Il souhaitait également recueillir des impressions sur les nouveaux projets en cours de conception, qui seront prochainement soumis pour financement. Il a précisé que l'Administrateur a salué la performance des projets en cours. Il a aussi apprécié la bonne collaboration entre les Ministères sectoriels chargés de leur mise en

Les échanges ont également porté sur l'élaboration de nouveaux projets, notamment dans le tourisme, la transformation agro-industrielle, et d'autres secteurs à forte croissance. Ces initiatives visent à contribuer à la stabilisation macroéconomique du pays, a-t-il informé. Il a également indiqué que de nouveaux projets nécessitant le soutien de la Banque mondiale ont été présentés à l'invitée. Il s'agit notamment du projet de construction du barrage hydro-agricole de Kajeke, qui permettra d'irriguer environ 3 000 hectares de terres, ainsi que d'autres projets liés aux infrastructures.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique a ajouté que l'Administrateur poursuivra sa visite en rencontrant des représentants du secteur privé et d'autres autorités. Ces échanges visent à lui fournir les informations nécessaires pour mieux représenter valablement le Burundi au sein du conseil d'administration de la Banque mondiale. **(ABP)**

Ouverture des crédits budgétaires pour l'exercice 2025-2026

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Monsieur Nestor Ntahontuye a tenu le mercredi 9 juillet 2025, à Bujumbura, une réunion d'ouverture des crédits budgétaires pour l'exercice 2025-2026, à l'endroit des responsables des institutions Gouvernementales.

Dans son allocution, le Ministre a fait savoir que cette ouverture des crédits montre les différentes dispositions légales que ce soit au niveau des recettes et de dépenses. C'était aussi une occasion de rappeler et de montrer les nouvelles dispositions qui ont été introduites dans la loi des finances 2025-2026, a-t-il ajouté. Il a indiqué qu'au cours de l'année budgétaire 2025-2026, le



Ministère des Finances, du Budget et de Planification Economique compte mobiliser 4 821,82 milliards BIF contre 4 211,22 BIF prévues en 2024- 2025, soit une augmentation de 14,5%. Ces recettes comprennent 2 207,99 milliards BIF des recettes fiscales et 942,43 milliards BIF des recettes non fiscales.

Selon le Ministre, les dépenses du budget général de l'État pour l'exercice 2025- 2026 s'élèvent à 5 258,6 milliards BIF, avec un déficit maîtrisé de 436,8 milliards BIF, reflétant une quête d'un équilibre prudent entre les priorités d'investissement et la soutenabilité budgétaire.

En matière de dépenses, la gestion budgétaire et comptable axée sur la performance dans le cadre de la réforme du budget-programme sera renforcée grâce à une discipline budgétaire, une performance accrue, ainsi qu'à l'autonomie et à la responsabilisation des acteurs. Il a souligné que parmi les objectifs fixés par le ministère pour l'exercice 2025-2026 figurent la digitalisation des services de collecte, optimisation des recettes via l'élargissement de l'assiette fiscale surtout l'utilisation de la machine à facturation électronique, la révision des taux d'imposition, la lutte contre la fraude et la contrebande ainsi que l'amélioration du recouvrement des créances. Il avait aussi les dispositions qui exigent que celui ou celle qui achète des biens ou des services

doit payer la facture.

D'autres dispositions sont celles des dépenses pour une bonne gestion efficace et efficiente de ressources, des dispositions qui disent qu'on va donner des tranches pour faciliter l'exécution budgétaire et des procédures de demande de paiements et d'exécution du budget. Pour les contributions au niveau du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, le Ministre a fait savoir qu'on procède au recrutement des comptables publics qui ont suivi la formation théorique d'un mois sur leur métier et un stage professionnel de 5 mois. En ce qui concerne les réclamations des arriérés, le Ministre a annoncé qu'il y a des bénéficiaires qui n'ont des pièces justificatives. A cet effet, ces derniers risquent de perdre ce budget.

A ceux qui ne sont pas en ordre avec le budget qu'ils doivent obtenir, il leur a demandé de passer au Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique pour faire la vérification. Les participants ont salué la manière dont le Ministère vient d'élaborer une machine à facturation électronique, pour aider à la lutte contre les fraudes fiscales, les aléas aux services, la malversation des impôts et taxes qui sera la priorité de cette année budgétaire 2025-2026. **(ABP)**

Le dépôt des fiches d'évaluation des fonctionnaires est à un taux satisfaisant

Au moment où le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi, Monsieur Venuste Muyabaga avait fixé le 30 juin 2025, comme date limite de dépôt des fiches d'évaluation des fonctionnaires, il a salué le nombre de fiches déjà dé-

posés par les responsables de différents services.

Dans une conférence de presse qu'il a animée le mardi 08 juillet 2025, le Ministre a précisé que sur 103910 fonctionnaires actifs, les fiches de 95337 fonctionnaires ont été



déjà déposées, soit 91,7%, et qu'ils recevront leurs annales fin de ce mois de juillet 2025.

Pour les fiches d'évaluation restantes qui sont au nombre de 8573, le Ministre a recommandé aux responsables des services concernés d'acheminer sans délai ces fiches au Ministère, afin que ces Fonctionnaires puissent être traités comme les autres.

Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi Monsieur Vénuste Muyabaga a déploré le fait que ces derniers jours, il s'observe un relâchement de présence au service, et rappelle qu'il est obligatoire et indispensable de se présenter au travail, martelant qu'il est prohibé de s'absenter sans motif valable. Il a appelé les chefs de services à contrôler le déroulement du travail. Il a également condamné certains responsables, surtout ceux du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, qui refusent d'accueillir les réclamations des fonctionnaires concernant les emplois types.

Il a aussi signalé que le Ministère sous son autorité a déjà identifié 75 fonctionnaires ayant de faux diplômes, et que ce Ministère a suspendu leurs salaires, avant de les déférer devant la justice. Il a demandé l'apport de tout un chacun pour l'éradication de ce phénomène. (RTNB)

Une concertation semestrielle entre le Ministère de la justice et ses partenaires



Le lundi 7 juillet 2025, le Ministère de la justice a organisé une rencontre d'échange avec ses partenaires au développement. Cette rencontre visait à mettre le point sur l'état de mise en œuvre des projets conjoints et à renforcer la collaboration autour des priorités judiciaires nationales.

Dans son discours d'ouverture, le Ministre de la Justice Madame Domine Banyankimbona a salué les avancées accomplies, citant notamment la réhabilitation d'infrastructures pénitentiaires comme la prison de Ngozi, la formation continue des magistrats et

l'aide légale accordée aux plus vulnérables. Des partenaires comme l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque mondiale ont été remerciés pour leur appui technique et financier.

La Cheffe de Mission de l'Union européenne Madame PIETROBON Elisabetta, dans son intervention, a mis en avant l'importance d'un dialogue correct et d'une approche participative dans la mise en œuvre des réformes. Elle a encouragé les groupes techniques chargés de l'accès à la justice, des droits humains, de l'administration pénitentiaire et de l'administration judiciaire à devenir de véritables moteurs de transformation. Elle a également insisté sur la nécessité de promouvoir des alternatives à l'incarcération, telles que la médiation ou les travaux d'intérêt général, surtout pour les délits mineurs. Ces solutions, plus humaines et efficaces, permettent aussi de désengorger les prisons et de garantir une justice respectueuse de la dignité humaine.

Malgré les progrès salués, de nombreux défis persis-

tent : surpopulation carcérale, infrastructures inadap-
tées, lenteur dans l'exécution des décisions judiciaires,
manque d'accès à l'information, faible digitalisation et
capacités limitées des acteurs judiciaires. Le Ministre de
la Justice a souligné que ces obstacles freinent l'accès
équitable à la justice pour tous les Burundais.

Elle a lancé un appel aux partenaires pour renforcer leur
appui, notamment dans la digitalisation du système judi-
ciaire et la réinsertion sociale des détenus à travers la
formation professionnelle. Une telle vision s'inscrit dans la
vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé
en 2060. (RTNB)

Pont Rusizi : visite de terrain de l'Administrateur du Burundi à la Banque Mondiale



En marge de sa visite officielle de deux jours au Burun-

di, l'Administrateur représentant le pays au conseil d'Administration de la Banque Mondiale, Dr Zarau Wendeline Kibwe, s'est rendu le mardi 08 juillet 2025, sur le chantier du projet de reconstruction du pont sur la rivière Rusizi, située à la transversale 6 en commune Buganda, à la frontière entre le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC)

Ce projet stratégique financé par la Banque mondiale, s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'intégration régionale et de la facilitation des échanges entre les deux pays. Selon le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, Monsieur Prosper Dodiko, le budget initial du projet était estimé entre 6 et 8 millions de dollars américains. Cependant, en raison des aléas climatiques survenus après les études préliminaires, le coût global a été revu à la hausse, atteignant aujourd'hui plus de 12 millions de dollars.

Pour faire face aux risques liés aux intempéries et assurer une meilleure durabilité de l'ouvrage, des poutres

supplémentaires ont été intégrées à la structure du pont, renforçant ainsi sa résistance. Outre le pont lui-même, le projet comprend également la construction de routes d'accès et de liaison de part et d'autre de la frontière, facilitant la mobilité des personnes et des biens entre le Burundi et la République Démocratique du Congo.

Les travaux lancés en octobre 2023, devraient s'achever en octobre 2025, avec une réception provisoire prévue à cette échéance. Toutefois, le Ministre a exprimé son inquiétude quant au retard accumulé, principalement dû aux inondations causées par les changements climatiques. Il a ainsi exhorté l'entreprise en charge des travaux à renforcer la mobilisation de matériel et d'équipements sur le site, afin d'accélérer le rythme d'exécution et de rattraper les retards.

De son côté, Dr Zarau Wendeline Kibwe a salué l'importance de ce projet d'intérêt régional, soulignant son impact positif attendu sur les populations locales et sur le développement socio-économique de la région. Il a également mis en avant la qualité de la collaboration entre le Burundi et la Banque Mondiale, tout en réaffirmant son engagement à promouvoir les opportunités d'investissement au Burundi au sein de la Société Financière Internationale. « Le Burundi regorge des potentialités de développement. Je m'engage à être un Ambassadeur actif de ce pays auprès des instances de la Banque Mondiale », a-t-il déclaré. (ABP)

Plus de 53000 élèves passent l'examen d'Etat au Burundi

Le lancement officiel de l'examen d'Etat a eu lieu le mardi 08 juillet 2025 au Lycée Mwaro, dans la province de Gitega. Le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique Monsieur François Havyarimana, a personnellement

donné le coup d'envoi de cette session. Ce centre d'examen accueille 256 élèves provenant de huit (8) établissements scolaires.

À cette occasion, le Ministre a rappelé aux candidats que



toute réclamation devra se faire dans les délais impartis, avant de leur souhaiter pleins succès. Après le Lycée Mwaro, le Ministre s'est rendu au Lycée Mweya, toujours dans la commune Gitega. Ce centre regroupe 394 élèves issus de 11 écoles, dont 4 candidats en reprise. Il a poursuivi sa tournée au Lycée Notre Dame de la Sagesse où 632 élèves, dont 7 malvoyants et 4 malentendants ont passé

l'examen d'Etat. L'École des Travaux Publics (ETP) a également été visitée : elle accueille 732 candidats.

Malgré quelques pannes de véhicules chargés de transporter les épreuves dans certaines localités, le Ministre a assuré que l'examen s'est globalement bien déroulé. « La situation a été vite maîtrisée », a-t-il affirmé. Il a encouragé les élèves à aborder les épreuves avec confiance et détermination. À ceux qui pourraient échouer, il a adressé un message d'espoir : « Préparez-vous pour l'année prochaine. »

Le Ministre a rappelé que tout élève admis à l'Université du Burundi bénéficiera de la gratuité des études, ainsi que d'un prêt-bourse mensuel de 100 000 FBu. Il a clôturé sa tournée à l'École paramédicale de Santé publique de Gitega. (RTNB)

382 bovins distribués par le projet régional de développement agricole intégré dans les Grands Lacs



Le mardi 8 juillet 2025, trois cent quatre-vingts

(382) bovins ont été distribués dans les communes élargies de Bubanza et Mpanda, par le Projet Régional de Développement Agricole Intégré dans les Grands Lacs (PRDAIGL) à l'endroit des agri-éleveurs, qui sont à mesure de les supporter, soit qui possèdent au moins 1 hectare de propriété foncière a-t-on constaté sur place.

Le Chargée de la santé animale, au Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage à Bubanza Madame Adeline Kanyange a fait savoir que parmi ces bovins figurent 18 taureaux. Selon elle, l'objectif de cette distribution est le repeuplement du cheptel et l'augmentation de la production.

Le Représentant du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage Monsieur Audace Ciza a invité les bénéficiaires au bon entretien de ces animaux domestiques et à les profiter pour leur auto-développement et l'augmentation de la production agricole. Il met en garde ceux qui tenteront de les vendre ou de les abattre en les informant qu'ils courent des sanctions, conformément à la loi. A noter que les communes de Bubanza et Mpanda possèdent déjà plus de 65000 bovins. (ABP)

Les agriculteurs sont appelés à procéder au semis pour la saison culturale C et à irriguer leurs champs

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, Monsieur Prosper Dondiko a interpellé les agriculteurs, de procé-

der au semis pour cette saison culturale C, tenant compte que les agriculteurs sont à la phase finale de labour dans toutes les provinces du pays.



Le Ministre a déclaré cela dans un point de presse qu'il a animé au cabinet du Ministre sis en province Gitega (capitale politique et centre du Burundi) dans l'avant midi du jeudi 10 juillet 2025. Il a à cet effet indiqué que le Ministère a été satisfait de l'état de préparation de cette saison dans toutes les provinces du pays car les agriculteurs sont à la phase finale de labour. « Nous leur rappelons que c'est le moment de procéder alors au semis.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a fait savoir que 50% des engrais organo-minéraux de type Fertilisants Organo-Minéraux Industries (FOMI) Imbura et 51,3% pour FOMI-Bagara sont déjà disponibles dans les provinces. Concernant les semences de maïs, le Ministre a signalé que les semences de maïs composite sont disponibles chez les multiplicateurs de ces dernières dont les semences ont été certifiées par l'Office Nationale de Contrôle et Certification des Semences sélectionnées « ONCCS ». Il a saisi cette occasion pour interpellier les agriculteurs de prioriser les semences de maïs composites produites localement, car a-t-il indiqué, ces maïs donnent aussi une production meilleure que les maïs hybrides.

Malgré cela, il n'a pas oublié de signaler que les semences de maïs hybride, notamment la variété « Bazoka » est aussi disponible au niveau des Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (BPEAE), avec un coût unitaire de 4000 Fbu le kg avec une subvention de l'État de 40%. Il a remercié le Gouvernement du Burundi pour ses efforts, afin de permettre aux agriculteurs d'avoir des semences hybrides



à un faible coût. Il a expliqué, à cet effet que, le coût d'acquisition d'un kg de « Bazoka » était de 15000 BIF par voie d'appels d'offres, mais qu'avec une nouvelle approche d'acheter directement au fournisseur, ce prix est de 6600 BIF le kg. Il a signalé que les semences de la variété PAN53 seront disponibles pour la saison culturale 2026 A.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a informé que le stock stratégique des produits phytosanitaires est disponible à Gitega. Il a, à cet effet, interpellé les Directeurs des Bureaux Provinciale, de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage à prendre contact avec la Direction en charge de la protection des végétaux pour s'y approvisionner, afin de faciliter leur accessibilité aux agriculteurs.

Le Ministre a enfin appelé les agriculteurs à utiliser tout moyen possible pour irriguer les champs notamment avec les arrosoirs, car les motopompes disponibles au Ministère sont en nombre limité. Il a suggéré aux directeurs des Bureaux Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage de faciliter l'utilisation de motopompes par un système de rotation pendant une période bien déterminée pour que plusieurs coopératives ou agriculteurs puissent les utiliser tour à tour.

Notons que les agriculteurs qui n'ont pas encore reçu l'urée, seront servis au fur et à mesure que cet engrais sera disponible. Selon le Ministre, le Gouvernement ne ménage aucun effort pour que l'Urée soit disponible en quantité suffisante. **(ABP)**

La Croix-Rouge du Burundi a remis un lot de 100 lits pliables au CNTS



La Croix-Rouge du Burundi a procédé le jeudi 10 juillet 2025, au Centre médical de la Croix-Rouge sis à Kinindo, à la remise de 100 lits pliables pour les donneurs de sang du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS).

ment à l'amélioration de la qualité du prélèvement de sang et des conditions de collecte du sang. Il a remercié aussi la Croix-Rouge du Burundi par ses appuis multiformes au centre national de transfusion sanguine qui contribuent à la sensibilisation et la fidélisation des donneurs du sang, à travers les relais communautaires qui sont au niveau de toutes les collines du Burundi.

Selon lui, le don de sang est un acte humanitaire sans frontière. Il a profité de l'occasion pour demander à toute personne en bonne santé, dont l'âge est compris entre 17 à 65 ans, dont le poids est supérieur à 50 kg et qui n'est pas sous médicament, de contribuer parmi les autres pour faire le don de sang, afin de sauver les vies humaines. Il a ajouté que le fait de donner le



Le Directeur Général du Centre National de Transfusion Sanguine, Monsieur Félicien Nzotungwanayo a remercié la Croix-Rouge du Burundi pour son geste humanitaire, affirmant que ces équipements vont aider dans les activités menées au quotidien par rapport à la collecte du sang. Ils contribueront égale-

sang contribue à connaître son groupe sanguin, et son état de santé, si on souffre ou non des maladies comme l'hépatite B. Monsieur Anselme Katiyunguruza qui a représenté la Croix-Rouge Burundi a indiqué que cet événement s'inscrit dans la continuité de la collaboration qui existe entre la Croix-Rouge du Burundi et

la CNTS. Il a fait savoir que ces kits mobiles et professionnels vont faciliter les donneurs de sang à être con-

fortable quand ils ont un malaise. (ABP)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi